

Vers un nouveau contrat social en Russie : le pétrole russe en quête de transformation

Andrei Belyi*

Des changements importants ont marqué la Russie depuis la publication de l'article «Les perspectives du secteur pétrolier russe dans le contexte de la crise financière mondiale» dans le n° 587 de La Revue de l'Énergie. Lors de la parution du texte en 2009, les compagnies pétrolières russes étaient de puissants acteurs dominés par le secteur privé. Trois années plus tard, la compagnie nationale publique Rosneft a acquis la majorité dans la coentreprise anglo-russe TNK-BP déchirée alors par les conflits entre actionnaires. Ainsi, Rosneft est devenu l'acteur incontournable dans le secteur. Si, en 2009, sa part de la production annuelle nationale n'atteignait même pas 30 %, aujourd'hui Rosneft contrôle facilement plus de la moitié du développement des gisements.

Ensuite, la crise des relations russo-occidentales, provoquée par les événements en Ukraine de 2014, a engendré de nouveaux défis pour Rosneft, mise sur la liste des entreprises sanctionnées par l'Union européenne et les États-Unis. Il est notamment devenu plus difficile pour ce géant pétrolier d'obtenir de nouveaux crédits pour refinancer ses dettes énormes. Bien que Rosneft s'en soit finalement bien sortie en contournant les centres financiers européens et américains, cette compagnie publique est devenue un problème pour les autorités russes. De plus, on a vu une chute spectaculaire du prix du baril provoquée par un surplus des approvisionnements de brut dans le monde et une politique monétaire plus stricte devait finalement s'imposer.

Il a fallu attendre les élections présidentielles de 2018 pour finalement trouver les solutions au problème budgétaire mentionné ci-dessus. Une réforme structurelle des pensions, la hausse de taxes sur la valeur ajoutée, l'introduction de nouveaux impôts font

partie d'un ensemble de nouvelles mesures monétaires. La réforme de la rente pétrolière ne s'est pas fait attendre. Le gouvernement a introduit une nouvelle méthode d'imposition de l'exploitation des gisements, augmentant ainsi le prix des licences de production. En revanche, des exemptions sur la taxe d'exportation sont proposées afin de contrebalancer les pertes de l'industrie. L'objectif est surtout de rendre le marché interne plus profitable et donc de réduire la dépendance envers l'Occident.

Toutefois, il apparaît que les petits et moyens producteurs pétroliers auront du mal à survivre, car leur accès aux exportations reste limité ou même inexistant. Même les grands acteurs du secteur ont exprimé un mécontentement. Selon les experts de l'industrie, la nouvelle réforme de la rente pétrolière va provoquer une hausse du prix à la pompe de l'essence. Il faut remarquer que, durant l'élaboration de la réforme, le ministère des Finances était seul responsable du processus, alors que le ministère de l'Énergie, lieu du lobbyisme traditionnel de l'industrie pétrolière, était en

* Université de Finlande orientale (cf. biographies p.79-80).

dehors des décisions. Dans ce contexte institutionnel, Rosneft n'a pu avoir de mainmise sur la réforme. Les exemptions obtenues par la suite ne sont que le «prix de consolation» de cette perte d'influence majeure. Le changement des règles du jeu s'est institutionnalisé en dépit de l'opinion de Rosneft.

On voit donc qu'une importante transformation s'est produite durant la décennie écoulée. Il s'agit surtout du changement du contrat social entre l'État et la société russes. Lors de la parution de l'article, les firmes pétrolières avaient une autonomie économique et une marge de manœuvre via le lobbyisme. L'État percevait une rente d'exportation afin de maintenir des taxes relativement basses pour le reste de la population. L'ensemble des réformes d'aujourd'hui impose à la population de nouvelles mesures de taxation, et réduit l'État-providence basé sur la rente. Avec les réformes actuelles, c'est la demande domestique d'hydrocarbures, et non les exportations, qui devient la source principale des revenus.